

Tourisme durable ^{n° 2} en Tunisie

Purée, il y a un monde fou... et comme d'hab rien d'intéressant sur les réseaux...

Incroyable ! Je ne savais pas qu'il y avait des endroits comme ça près de chez moi !

Une économie en [re]construction

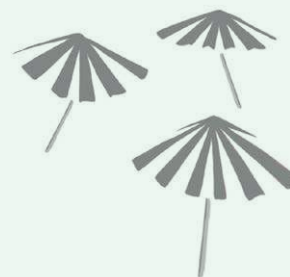
Dix ans après la révolution, la Tunisie continue de faire face à des défis aussi bien sociaux qu'économiques, marqués par un taux de chômage fort (15%) qui touche en premier lieu la jeunesse et les femmes, en particulier dans les zones rurales¹. Pilier central de l'économie tunisienne, la vitalité du secteur touristique est essentielle pour répondre à ces enjeux. Une activité économique pourtant confrontée aujourd'hui de pleins fouet aux défis de la durabilité.

Dans les années 1960-70, la Tunisie mise sur le tourisme balnéaire, autour de ses longues plages de sables fins et ses hôtels de luxe, qui développent peu à peu le long des côtes littorales. Un développement rapide pour ce pays qui s'est hissé, en l'espace d'un tiers de siècle, au 20^e rang mondial dans le classement des capacités hôtelières nationales². Malgré une baisse de l'activité des suites

de la révolution, puis des attentats qui ont marqué le pays en 2015, le secteur touristique reste un incontournable dans le paysage économique tunisien. En 2018, il représentait 14% du PIB du pays, générant près de 400 000 emplois directs et indirects, soit 13% de la population active³.

Un secteur créateur de richesses oui, mais représente-t-il une solution vraiment durable pour la Tunisie ?

Tourisme de masse et protection de l'environnement ne font pas bon ménage : l'accroissement exponentiel du tourisme en Tunisie s'est réalisé au détriment de la biodiversité. L'urbanisation croissante des littoraux, la pression toujours plus forte sur les ressources en eau, la pollution et la mauvaise gestion des déchets, ... autant de sources de fragilisation des écosystèmes qui affecte la durabilité du secteur⁴.



De plus, malgré son apport économique certain, le développement du tourisme balnéaire ne bénéficie pas à l'ensemble du pays. La découverte de l'arrière-pays ne se fait que par visites « éclairs », entre deux séjours côtiers, souvent organisées par les hôtels eux-mêmes.

Ce schéma engendre des effets pervers tels que la multiplication des parkings autour des sites archéologiques ou encore la mendicité sur ces lieux de passage touristiques. Même dans les zones côtières, l'impact économique local reste parfois trop limité. En cumulant les activités d'hébergeur, de coiffeur, de loueur de vélos, etc. les hôteliers du littoral affaiblissent considérablement l'activité économique du territoire⁵.

Dans un climat économique déjà instable, la crise de la Covid-19 donne le coup de grâce. Un trafic aérien interrompu, une absence de touristes et des hôtels fermés

durant le premier confinement, le secteur du tourisme est l'un des plus durement touchés par la situation sanitaire. Plus d'un an après le début de la crise, chacun essaie de participer ce nouveau chantier.

Reconstruire le secteur touristique tunisien oui, mais si on reconstruisait autrement ?

Mentionné pour la première fois lors de la conférence de Manille sur le tourisme en 1980, le tourisme durable est aujourd'hui défini comme "un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil⁶. Tout comme le développement durable dont il est une des composantes, le tourisme durable se décompose en trois volets interdépendants : un volet social, environnemental et économique.

¹GIZ, description du programme « Tounes Wijhetouna » : [https://www.giz.de/en/worldwide/86068.html]

² Abdallah Cherif, « Le problème de l'eau en Tunisie nord-orientale : besoins, ressources locales et transferts inter-régionaux », Faculté

des lettres de la Manouba, 2003

³GIZ, description du programme « Tounes Wijhetouna » : [https://www.giz.de/en/worldwide/86068.html]

⁴Abdallah Cherif, « Le problème de l'eau en Tunisie [...] transferts inter-régionaux », Faculté des lettres de la Manouba, 2003

⁵Colloque pour la 6e journée mondiale pour un tourisme durable, « Le tourisme responsable face au changement

climatique : vers une relocalisation du tourisme ? », Paris, 2012

⁶PNUE et OMT, « Vers un tourisme durable – Guide à l'usage des décideurs », 2005, p.11-12



En Tunisie, ce n'est qu'après la chute de l'ancien régime que le tourisme durable a pu connaître une première percée. En effet, sous l'effet du rigorisme politique, de nombreux blocages administratifs empêchaient la création de nouvelles initiatives dans le domaine⁷.

Aujourd'hui, plus de dix ans après la révolution, les associations et entreprises engagées dans le tourisme durable se sont multipliées. De la réalisation de circuits écotouristiques dans la région du Nord-Ouest à la mise en place de parcours cyclables sur le site historique de Carthage, les projets innovants se développent et nous prouvent qu'une autre voie est possible.

La reconstruction du secteur touristique tunisien est cependant loin d'être terminée. L'évolution vers un tourisme durable doit s'accompagner d'une reconnaissance sur le plan national. Les initiatives publiques demeurent limitées et l'image du pays reste encore associée aux grandes destinations balnéaires comme Djerba ou Hammamet.



⁷ « En Tunisie, l'espoir d'un autre tourisme, durable », Le Monde, Déc. 2020 : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/19/en-tunisie-l-espoir-d-un-autre-tourisme-durable_6063973_3212.html]

Construction d'un tourisme durable en Tunisie... Le chantier reste en cours, mais si on le transformait en chantier participatif ?

Nous pouvons tous, à notre niveau prendre part à ce changement : pour vos prochaines vacances, devenez un touriste engagé et contribuez à la transition vers un tourisme responsable !

Auteure
Aude Mathieu, Lab'ess.



& Idwey

Interview croisée

Vision 24

Pouvez-vous présenter Idwey et VISION24 ? Pourquoi avez-vous choisi d'investir dans le tourisme durable ?

Khouloud Kaabi (Idwey) : Idwey est une startup sociale engagée dans la promotion du tourisme durable en Tunisie. C'est une plateforme de mise en relation entre prestataires de services touristiques locaux et passionnés de la nature. Elle permet non seulement de simplifier la recherche de ces voyageurs mais facilite également la gestion et la commercialisation des offres touristiques. Avec un groupe d'amis, qui sont maintenant les co-fondateurs d'Idwey, nous pratiquons régulièrement de la randonnée et autres activités outdoors. C'est par ce biais que nous nous sommes rendu compte du potentiel mais également du manque de valorisation des régions tunisiennes, une prise de conscience qui est à l'origine d'Idwey.

Iskander Rekik (Vision24) : Avant VISION24, j'ai tout d'abord co-fondé Dar el Ain, une entreprise d'écotourisme et de loisirs installée à Tabarka. Son objectif est de valoriser le potentiel de la région [principalement le Nord-Ouest du pays] tout en faisant participer la population locale, via la création de circuits écotouristiques. Ce projet est né de ma rencontre en 2017 avec Rania Mechergui. A cette époque, ce genre d'activités n'était pas très populaire et nous étions très peu à nous investir dans ce secteur. Depuis quelques années la tendance s'est inversée car les tunisiens sont à la recherche de nouvelles manières

de voyager. Nous avons alors ressenti le besoin de créer une fédération comme VISION24, pour rassembler tous les acteurs. rices du secteur. Après de nombreuses réunions et groupes de travail, VISION24 est ainsi devenue officiellement en août 2021, la première fédération tunisienne du tourisme durable ! Nous l'avons appelée VISION24 car nous avons une vision commune: nous cherchons à améliorer le futur de la Tunisie, dans l'ensemble de ses 24 gouvernorats. Parmi ses membres on retrouve différentes structures du secteur comme Wantotrip, TunisianCampers, TunRooms ou encore l'EcoRand Sidi Mechreg.

Quels sont les enjeux et défis du tourisme durable en Tunisie ?

KK : Le secteur commence peu à peu à se structurer mais fait face à de nombreuses difficultés juridiques. En Tunisie, il n'existe que deux nomenclatures liées au secteur du tourisme⁸, qui offrent peu d'ouverture à l'innovation. Les fermes ne peuvent pas accueillir des touristes, les cahiers des charges des maisons d'hôtes sont trop rigides, les startups font face à des soucis de facturation... les possibilités d'innovation sont très limitées. Et lorsque nous souhaitons faire remonter ces problématiques, nous sommes bloqués par l'absence d'interlocuteurs dédiés à notre secteur. En effet, nous ne sommes rattachés à aucun ministère en particulier. En fonction des demandes et des besoins, il faut donc faire la navette entre le ministère du tourisme, celui de la jeunesse et des

⁸Décret-loi n°73-13 du 17 octobre 1973, portant réglementation des agences de voyages tel qu'il a été modifié par la loi n°2006-33 du 22 mai 2006 et la loi n° 2008-33 du 13 mai 2008, relative à l'hébergement touristique à temps partagé.

sports ou encore celui de la culture, etc. Ainsi, toutes revendications et démarches deviennent extrêmement chronophages et il est difficile d'obtenir des réponses et des solutions concrètes.

IR : C'est pour cela que nous avons décidé de créer VISION24, une entité unique chargée de défendre nos intérêts auprès des autorités. Elle nous permettra aussi de mieux nous faire connaître et d'assurer notre visibilité au niveau de l'Etat. En effet, depuis près d'un an, l'Etat tunisien commence à s'intéresser au tourisme durable. Il essaie d'assurer la relance du secteur touristique en misant sur cette nouvelle forme de tourisme. Malheureusement, seules les structures de tourisme « classique » bénéficient de ce soutien. Par le biais de divers programmes nationaux, ces dernières vont donc recevoir des fonds et disposer de formations pour leur permettre de mettre en place des activités de tourisme durable. Je pense que l'Etat fait fausse route car une des caractéristiques premières du tourisme durable reste sa base sociale. Elle s'appuie sur la confiance entre la population locale et les acteurs du tourisme durable, pour que leurs activités puissent bénéficier à l'économie locale. Des notions que nous avons eues à cœur de mettre en œuvre dans nos activités, mais qui sont malheureusement absentes des projets actuels que l'Etat souhaite développer. En ignorant les structures déjà existantes

qui exercent dans le tourisme durable, ils perdent tout ce savoir-faire et le travail qui a déjà été accompli.

Comment agissez-vous en faveur du tourisme durable ? Quel impact avez-vous sur le secteur ?

KK : Notre but est de permettre un tourisme plus inclusif qui fasse bénéficier économiquement les communautés locales. En effet, bien souvent lorsque des voyageurs souhaitent visiter les spécificités naturelles des régions, ils font appel à un guide du Grand Tunis et ne consomment pas localement. Ils se rendent donc sur place mais sans engendrer d'impact économique positif pour les commerçants locaux, aggravant ainsi le régionalisme. Par le biais de notre plateforme, on met en contact les touristes directement avec les prestataires locaux. Nous aidons également à la mise en réseaux de ces prestataires dans les régions avec nos partenaires - plus traditionnels - du secteur du sport et des loisirs, comme par exemple Décathlon. Nous essayons vraiment de faciliter leur travail et la gestion de leurs activités pour leur permettre de se développer. Idwey est aussi engagé dans la protection de la biodiversité : grâce à notre partenariat avec l'administration nationale des forêts, pour chaque réservation établie sur notre plateforme, un arbre sera planté.

IR : VISION24 a pour ambition de soutenir

tous les acteurs engagés dans le tourisme durable. Nous aimerions ainsi assurer des formations pour les membres de la fédération mais aussi pour tout entrepreneur souhaitant travailler dans ce secteur. Le but est de les sensibiliser aux questions de la protection de l'environnement et de réaliser un partage de savoir-faire, notamment sur les activités de guide en milieu naturel. Aujourd'hui il n'existe pas de certification ou de formation précise pour devenir guide de montagne, un manque que nous souhaitons combler. Par ailleurs, les activités outdoors ne sont pas exemptes de risques et nous avons besoin d'assurer nos actions. Il s'agit donc pour VISION24 de négocier avec les compagnies d'assurances des formules adaptées. Cette fédération est également chargée de trouver des partenariats avec les ministères, les associations, et toutes les autres parties prenantes. On essaie de couvrir tous les manques pour développer et donner de la visibilité au secteur du tourisme durable.

Que souhaiteriez-vous pour le futur du secteur du tourisme durable en Tunisie ?

KK : J'aimerais que le tourisme durable puisse devenir la nouvelle norme. C'est un secteur à fort potentiel. Nous devons donc travailler maintenant pour que dans 10 ans, le tourisme durable en Tunisie soit accessible à tous et que tout le monde puisse découvrir les merveilles cachées du pays.

IR : L'Etat a encore une vision très réduite du tourisme durable. Je souhaite que notre travail et expérience du terrain puissent être reconnus pour venir élargir cette vision. J'aimerais que le secteur touristique en Tunisie puisse valoriser les régions les plus précaires, créer de l'emploi pour les jeunes, pour les femmes... tout en diminuant la pression exercée sur l'environnement. Une vision qui est possible et que nous souhaitons mettre en place avec VISION24.



Conclusion

L'avenir du tourisme est un enjeu primordial pour la Tunisie : représentant 1/7^{ème} du PIB⁹, le secteur, endommagé par des difficultés structurelles et des crises successives, **doit être en mesure de relever le défi de la durabilité.**

Pour permettre le changement d'échelle du tourisme durable en Tunisie, de nombreux défis doivent encore être relevés. Pour ce faire, **il est essentiel que les acteurs du secteur se mobilisent** pour une révision en profondeur du cadre légal, inchangé depuis les années 1970. Ce cadre doit faire le lien entre tourisme durable et économie sociale et solidaire, mieux armée que les entreprises classiques pour répondre durablement aux enjeux transverses du secteur.

A cet égard, **la loi ESS de juin 2020 peut servir de support aux acteurs du tourisme durable**, pour parvenir à une meilleure structuration du secteur. A travers une approche fondée sur la durabilité et la prise en compte de toutes les parties prenantes, les acteurs du tourisme seront en mesure de proposer un modèle **de développement qui permettra la mise en valeur de l'ensemble du territoire tunisien.**

⁹GIZ, description du programme « Tounes Wjjetouna » : [<https://www.giz.de/en/worldwide/86068.html>]

¹⁰Mohamed Hellal – Etudes Caribéennes, « L'évolution du système touristique en Tunisie. Perspectives de gouvernance en contexte de crise », 2020



[GROUPE SOS]

